

Réseau Genre et Développement



Inclusion
financière par le
numérique pour un
développement
économique de la
femme

Les actes du séminaire
du 8 mars 2021

Institut Panafricain pour le Développement
En collaboration avec:
Le Chapitre IHEID, la Cellule Genre et Développement et l'Association Instruire

March *Celèbre la*
Journée Internationale de la Femme 8 MARS 2021

Au programme:

Dates	Activités
Vendredi 5 mars 2021 de 15h - 17h30	Conférences et débats sur les thématiques: • Genre et le Développement • Inclusion financière par le numérique pour un développement économique de la femme : Défis et perspectives En collaboration avec la Cellule Genre et Développement et le Chapitre du Graduate Institute (IHEID)
Samedi 6 mars 2021 8h-12h et à 19h	- Journée d'intégration: tenues traditionnelles, animation musicale, jeux divers - Soirée cinématographique, En collaboration avec les étudiants-es de l'IPD-AOS, la Cellule Genre et Développement et plusieurs universités et Instituts du Burkina
Lundi 8 mars 2021 8h30 - 18h	- Randonnée pour la Femme: parcours sportif, sensibilisation, jeux de société, causeries, barbecue, marché de légumes, vente de produits locaux... - Balade voiture de collection 2Cv et autres - Stand Genre de la Cellule Genre et développement En collaboration avec l'Association Instruire

Interventions de
Dr Honorine Pegdwendé SAWADO/OUEDRAOGO
Sociologue à l'INSS/CNRST
et
Dr Haoua KONE/TAGO,
Enseignante et Présidente de
l'association TIC et Genre

La contribution à la randonnée est de 2500 FCFA donnant droit à un T-shirt+ eau+petit dej+conseils.
Ceux qui veulent passer la journée avec buffet +barbecue+thé devront ajouter 5000 FCFA.
Pour les inscriptions à la randonnée
70 24 75 74 et 76 57 31 01

Entrée libre et gratuite

etudesipdaos@gmail.com ipdaos@fasonet.bf WhatsApp +226 70282999
+226 74074096 +226 76975388

Réseau Genre et Développement

ipd-aos.org/REGED

Sommaire

Sommaire	2
Genre et développement.....	8
Définition du concept genre	8
Les rapports sociaux de sexe ou « Gender »	8
Le genre : un construit social	9
Définition officielle adoptée dans la Politique Nationale Genre au Burkina Faso	9
L'approche genre.....	9
Méthodologie « genre ».....	10
Méthodologie « genre ».....	11
Les outils genre	11
Les outils genre	11
Rédaction.....	12
Le genre, un enjeux de développement	12
Inclusion financière par le numérique pour un développement économique de la femme au Burkina faso	14
Les différentes catégories de la finance technologique.....	14
La situation de la femme rurale	15
L'inclusion financière et le faible taux de bancarisation dans la sous-région.....	16
Pour une véritable inclusion financière de la femme,	17
La situation des Femmes burkinabè en rapport avec l'usage du porte-monnaie électronique.....	19

Avant-propos : Le réseau Genre et Développement

L'Institut Panafricain pour le Développement région Afrique de l'Ouest - Sahel (IPD/AOS), est une émanation de l'Association Internationale Institut Panafricain pour le Développement (IPD). L'IPD/AOS dont le siège régional est à Ouagadougou depuis le 5 août 1977, couvre 10 pays (Bénin ; Burkina Faso ; Cap Vert ; Côte d'Ivoire ; Guinée Bissau ; Guinée Conakry ; Mali ; Niger ; Sénégal et Togo)

Il œuvre à la promotion d'un développement durable des populations rurales, et urbaines. Il s'est spécialisé dans la formation des cadres supérieurs à travers cinq filières qui sont :

- **Planification Régionale et Aménagement du Territoire (PRAT)**
- **Télédétection et Système d'Information Géographique (TSIG)**
- **Genre Population et Développement (GPD)**
- **Management des Projets et Microréalisations (MPMR)**
- **Agriculture et Innovations Technologiques (AIT)**

L'IPD-AOS a en charge actuellement le projet d'appui aux entreprises d'économie sociale et solidaire au Burkina et au Cameroun avec le soutien de la Fédération Généroise de Coopération (FGC).

Les missions de l'IPD/AOS consistent à valoriser les actions de formation en :

Garantissant un niveau élevé de satisfaction des personnes et des organisations bénéficiaires des formations

Développant chez les bénéficiaires des formations une culture d'initiatives ;

Faisant des personnes formées des managers modèles qui vulgarisent la formation reçue.

Dans le domaine spécifique du genre, en plus des formations de type LMD dispensées dans l'Institut depuis une dizaine d'années, (présentielle, cours du soir et à distance) l'Institut a un partenariat avec le Pôle genre et développement de l'Institut de hautes études internationales et du développement (*IHEID, Genève*) qui propose une *formation* à distance en genre dans le domaine de la formation CAS (Certificate of Advances Studies). Une cérémonie de remise de diplômes CAS

s'est tenue en juin 2018 au sein de l'Institut avec les responsables du pôle Genre et Développement de l'IHEID.

Des cérémonies de remise de diplômes à deux promotions CAS se sont tenues respectivement en novembre 2016 et en juin 2018 au sein de l'Institut avec les responsables du pôle Genre et Développement de l'IHEID pour la 2^{ème} promotion et les partenaires techniques et financiers

L'IPD-AOS a également coordonné bon nombre de projets dans le domaine du genre ces 20 dernières années :

Depuis 1990, l'IPD-AOS pionnière dans la contextualisation de l'approche genre et développement, a pu réaliser plusieurs sessions de formation relatives à la promotion de la femme et au genre et développement dans le cadre de ses programmes annuels de renforcement des capacités des ressources humaines. Ce travail se fait sous deux angles : soit sous forme d'unités de formation pour le renforcement des capacités des agents de développement accueillis à l'interne et sous forme d'appui/consultation à l'externe pour les partenaires qui sollicitent l'expertise de IPD-AOS.

Depuis l'apparition des concepts et approche genre et développement, l'IPD/AOS a amélioré le contenu de ses programmes de formation axée sur les femmes. Ainsi certaines unités de formation ciblant spécifiquement les femmes, ont été reformulées pour tenir compte du genre: à la place de Gestion des relations hommes femmes dans le développement (GERED) il est question de Formation en genre et développement ; femmes et gestion des ressources naturelles (FGRN) devient Genre et Gestion des ressources naturelles (GGRN) ; de nouvelles unités de formation ont vu le jour comme Genre et Gestion des Services de Santé communautaires (GESCO), Formation de formateurs en Genre et Développement (FFGD) dans un premier temps en collaboration avec le KIT d'Amsterdam, et puis IPD/AOS seul ; Genre et changement Institutionnel (AGCI) en collaboration avec une ONG du nord qui est l'Institut Royale des Tropiques d' Amsterdam,. En outre il est introduit dans le cycle longue durée Planification Régionale et Aménagement du Territoire (PRAT) des heures pour introduire l'approche genre et développement dans le programme des stagiaires et faire aborder les outils genre dans la méthodologie de recherche en sciences sociales. En outre des stagiaires bâtissent leur mémoire de fin de stage sur l'approche genre et développement pour la promotion de la femme.

En ce qui concerne le renforcement des capacités à l'externe, le régime est différent. Ce sont des partenaires qui font appel à l'expertise de l'IPD/AOS pour rejoindre leurs agents chez eux afin de les former. Un appui/consultation est alors réalisé pour l'agence d'exécution. Un programme de formation à la carte est alors élaboré selon la compréhension des Termes de référence et exécuté. C'est ainsi que l'IPD/AOS a été prestataire de services pour plusieurs services publics de l'état (Ministères sectoriels tels l'Agriculture, l'Institut d'Economie Rurale, la Promotion de la femme, la Santé, l'Education nationale ...) ONG/Associations nationales et internationales (Diakonia, famille OXFAM ...), partenaires des agences du système des Nations Unies et les coopérations au développement qui financent des projets de développement communautaire qui prévoient formation genre (partenaires de l'Ambassade du Canada, UNFPA, UNICEF..), Projet BIT. Dans le cadre du partenariat Commission Economique pour l'Afrique : Centre Africain pour le Genre et la Développement (CEA/CAGED), une série de préparation et de réalisation de plusieurs sessions de formation de formateurs/trices et cadres au suivi et évaluation de la prise en compte de la dimension genre dans plans d'action de Dakar et Beijing.

Dans le cadre du projet d'appui aux entreprises d'économie sociale coordonné par l'IPD-AOS, une attention particulière est accordée aux femmes. Environ la moitié des bénéficiaires sont des organisations féminines. Actuellement, deux organisations de femmes exploitent un périmètre maraîcher biologique à l'IPD-AOS

Projet de collaboration avec le pôle Genre et développement de l'IHEID de la Graduate Institute de Genève

l'IPD-AOS avec son département Genre, Population et Développement souhaite collaborer avec le pôle GED de l'IHEID dans les domaines suivants :

Renforcement institutionnel en genre et développement de l'IPD –AOS

Appui à la formation en Genre et développement

Veille informationnelle sur le genre et développement au Burkina et en Afrique de l'Ouest à travers les cellules genre.

A ce niveau, on peut mentionner des activités de type formation des enseignants et professeurs en GED

Il ya également la collaboration dans le domaine de la recherche en GED.

1. Appui à la formation en genre et développement

Pour l'appui à la formation en GED, on peut avoir le renforcement de la documentation en genre et développement de l'Institut ainsi que l'octroi de bourses aux étudiants/stagiaires.

L'appui à la révision des curricula est aussi important afin de créer un meilleur ancrage du CAS avec le système LMD en vigueur à l'IPD-AOS.

2. Veille informationnelle sur le genre et développement au Burkina et en Afrique de l'Ouest

Le Pôle GED de l'IHEID entreprend le CAS et il est important que l'institut aide à ventiler et donner des informations sur le CAS à travers les médias et d'autres canaux appropriés.

On peut également entreprendre des ateliers, des colloques ainsi que des séminaires d'informations en GED.

Celebration des journées du 8 mars

Déjà *IPD – AOS* à l'occasion du 8 mars, journée internationale des droits de la femme a organisé :

- *Le 04 mars 2017* un PANEL sur « Les avantages de l'inclusion des femmes du processus de prise de décision au service du développement » ;
- *Le 7 mars 2019*, l'IPD-AOS a d'ailleurs animé un séminaire à l'occasion du 8 mars, journée internationale des droits de la femme.) sur le thème « analyse genre de la fonction enseignant-chercheur dans les universités publiques du Burkina Faso : quel leadership féminin » ?

Le 8 mars 2021 Inclusion financière par le numérique pour un développement économique de la femme.

La veille informationnelle permet aussi de publier plus de nouvelles et d'actualités sur le sujet sur le site web de l'Institut.

Liste des contributeurs rices

Dr Honorine Pegdwendé, SAWADOGO/OUÉDRAOGO, Sociologue à l'INSS/CNRST	8
Dr Sylvestre Ouédraogo, Directeur IPD-AOS	14
Dr Haoua KONE/TAGO, Enseignante et Présidente de l'association TIC et Genre	19

Genre et développement, quelques orientations théoriques.

Par Dr Honorine Pegdwendé, SAWADOGO/OUÉDRAOGO, Sociologue à l'INSS/CNRST

Sur la base de la différenciation physiologique qui distingue les êtres humains mâles et femelles s'opère une construction sociale d'identité sexuée.

Chaque société façonne les identités et les rôles féminins et masculins en termes d'activités, de statuts, de droits et de responsabilités. Ce sont ces identités que l'on appelle :

Définition du concept genre

Les rapports sociaux de sexe ou « Gender »

Le genre $\neq$ le sexe: Cadre comparatif

La distinction conceptuelle entre le genre et le sexe

Le concept sexe renvoie à un déterminisme biologique et génétique. Il fait référence à la différence qui existe entre l'homme et la femme, au plan biologique et anatomique, (physique, chromosomes, organes génitaux). Il relève du naturel et ne peut être changé par l'individu. (Toutefois il faut prendre en compte les avancées scientifiques).

Le genre définit les valeurs et les attitudes qu'une communauté ou une société juge comme appropriées à un sexe ou à l'autre. Il renvoie aux rapports socialement construits à partir de la différence sexuelle.

La distinction conceptuelle entre le genre et le sexe

Ces identités de genre des hommes et des femmes ne sont pas figées. Elles évoluent plus ou moins lentement suivant les situations sociales, politiques, culturelles, religieuses et économiques de chaque société. Ces rôles varient en fonction de la société, de la culture, de la classe socio-économique, de l'âge et du contexte historique.

Ils sont liés à la division du travail. Ils sont dynamiques : ils varient dans le temps et dans l'espace

Le genre : un construit social

Les relations de genre sont :

- construites dans la société depuis la nuit des temps ;
- acquises, apprises et retransmises aux jeunes générations par le biais de la socialisation ;
- relatives à une société donnée ;
- variables d'une société à l'autre.

Le genre est une institution sociale

- institutionnalisé par la famille, la communauté, les organisations et l'État ;
- se perpétue à travers la religion, la culture, les normes et la tradition ;
- enraciné dans le patriarcat.

Définition officielle adoptée dans la Politique Nationale Genre au Burkina Faso

Dans la Politique Nationale Genre du Burkina Faso, « le genre doit être analysé sous l'angle des inégalités et des disparités entre hommes et femmes en examinant les différentes catégories sociales dans le but d'une plus grande justice sociale et d'un développement équitable ».

Le genre ne se résume pas à la femme.

Utiliser les deux termes de manière interchangeable est conceptuellement erronée.

L'approche genre

Le genre est une approche par les droits, une approche qui demande toujours une forte contextualisation.

L'approche genre

Analyse les rapports de pouvoirs entre les femmes et les hommes basés sur l'assignation des rôles socialement construits en fonction du sexe ;

Promeut l'égalité des droits et un partage équitable des ressources et responsabilités entre les femmes et les hommes

- Est un outil d'analyse de planification et de suivi qui permet de:
- décrire le féminin et le masculin comme des constructions sociales
- analyser l'organisation sociale des rapports entre les sexes, c'est-à-dire de repérer les rôles occupés ou assignés (question du choix) selon qu'on est homme ou femme.
- révéler et de remettre en cause les différences sociales et les inégalités dans les relations entre les hommes et les femmes.
- examiner la position particulière des femmes et des hommes dans les secteurs : économique, socio et politiques.
- montrer en quoi des rapports non-égalitaires peuvent être facteurs de blocage au développement.

Penser et agir « genré » ne veut pas seulement dire de ne pas oublier les femmes, mais il s'agit d'amener plus d'équilibre et d'équité entre les sexes, sans pour autant aller vers une assimilation des sexes.

Le but de l'approche genre n'est pas que les femmes « deviennent » des hommes et vice versa.

En revanche, l'approche genre apprécie et prône le respect des différences tout en remettant en cause les rôles et prérogatives traditionnellement confiés à son propre sexe, et à l'autre.

Méthodologie « genre »

L'approche genre est un outil méthodologique qui permet de déconstruire les rapports sociaux de sexe lorsqu'ils sont inégalitaires, afin de se diriger vers une réelle égalité, de droit et de faits, entre hommes et femmes.

Adopter une perspective de genre permet de considérer les réalités sociales avec un nouveau regard.

La méthode genre permet de

- changer de lunettes et la réalité apparaît alors différente ;
- changer de posture et la manière d’agir est également différente ;
- changer de perspective d’analyse et la façon d’appréhender la réalité sociale est plus précise, contextuelle, adaptée, appropriée.

Méthodologie « genre »

Pour mieux comprendre les rapports de pouvoir entre hommes et femmes et agir dessous par des politiques, programmes et projets de développement, il faut les analyser.

Pour ce faire, différents outils sensibles au genre sont développés pour saisir la complexité des vies des hommes et des femmes dans une société donnée, afin de comprendre les obstacles au développement.

Les outils genre

- L’inclusion de tou.te.s les acteurs et actrices
- La participation de tou-t-e-s
- Donner la parole à tous et à toutes pour les comprendre de l’intérieur
- Motiver leur participation active dans la construction de leur société
- Met en évidence les points de vue de ceux qui sont concerné-e-s par l’étude

Les outils genre

- Des guides d’entretien et des questionnaires sensibles au genre
- Les questions ou les thèmes de débats des outils de collecte doivent permettre de renseigner :
- La répartition des rôles et des responsabilités entre les H et F
- Les conditions de travail des F et H
- Le statut des H et F
- Les besoins pratiques des H et F
- Les intérêts stratégiques des H et F
- L’accès et le contrôle des ressources et bénéfices du développement

Les outils genre : collecte de données sensibles au genre

Données désagrégées par sexe

- Analyse qui tient compte des préoccupations, besoins, intérêts de tou-te-s
- Préoccupations des H et F
- Avis des F et H
- Intérêts des H et F

Rédaction

Une écriture épiciène : afin de ne pas invisibiliser la place occupée par les femmes dans la population d'étude.

Le genre un outil du changement social

Un projet qui intègre le genre dans sa démarche est susceptible d'assurer un résultat équitable pour les femmes comme pour les hommes dans le processus de développement, car :

- n'exclut pas ni ne nuit aux femmes et aux autres groupes marginalisés,
- intègre les dynamiques de genre et les besoins des hommes et des femmes
- à long terme, induit un changement aboutissant à une transformation en faisant évoluer les normes discriminatoires liées au genre, réduisant ainsi les inégalités sociales.

Le genre, un enjeux de développement

Ne pas intégrer l'approche genre dans les projets et programmes de développement, c'est prendre le risque de maintenir et de reproduire les inégalités sociales

Intégrer le genre dans les projets et programmes de développement, c'est contribuer au fur et à mesure à réduire les inégalités sociales en répondant aux besoins réels des H et des F

Aborder le développement sous l'angle du genre c'est admettre que les rapports sociaux de sexe sont déterminants dans tout processus social et donc aussi dans le développement de toute société.

Voilà pourquoi

L'IPD/AOS fait la promotion du genre par l'enseignement des concepts, méthodes et outils sensibles au genre, afin d'outiller les étudiant.e.s.

Au plan empirique : rendre visible les inégalités de genre à travers leurs études: rapports de stage, mémoire de Master, etc.

Au plan analytique : mieux comprendre les enjeux; théoriser les réalités de genre dans les contextes sociaux étudiés;

Au plan politique : dénoncer et lutter contre les inégalités; intégrer l'approche genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets/programmes de développement; mieux expliquer les enjeux aux décideurs.

Inclusion financière par le numérique pour un développement économique de la femme au Burkina Faso

Par Dr Sylvestre Ouédraogo, Directeur IPD-AOS

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication offrent un grand potentiel en matière de transformation des économies des pays du Sud. La plupart des études montrent qu'un investissement dans les TIC a une incidence positive sur le produit national brut : Plus une nation investie dans les TIC, plus sa croissance va s'améliorer.

Grâce aux TIC, dans le domaine des finances, il est apparu un phénomène que l'on appelle généralement la FINTECH ou finance technologique. La finance technologique regroupe les moyens et dispositifs utilisés par le canal du numérique ou de la digitalisation pour améliorer les transferts financiers entre les agents économiques. La finance technologique accélère la dématérialisation des échanges et des flux financiers. La première étape est l'utilisation des portes monnaies électroniques (ORANGE money, CORIS Money, MOOV MONNEY...)/.

Les différentes catégories de la finance technologique

Cela permet aux détenteurs de faire des transactions sans utiliser la monnaie fiduciaire ou scripturale, c'est-à-dire le papier ou les pièces de monnaie ou les chèques ou transferts bancaires. L'avantage du porte-monnaie électronique est que le/la détenteur-riche peut éviter des vols en détenant de la liquidité dans sa maison et l'opération est quasi instantanée. On évite également les problèmes habituels de manque de petite monnaie pour solder souvent les opérations.

Après les portes monnaies électroniques qui facilitent la vie de son détenteur, nous avons la possibilité d'avoir un compte bancaire virtuel. La détention du compte bancaire virtuel ou numérique grâce à sa facilité d'acquisition permet à son détenteur-riche de faire un pas dans le système bancaire formel et de pouvoir accéder à d'éventuels financements.

On peut donc dire que le troisième niveau de l'utilisation de la fintech est le fait de pouvoir accéder au crédit directement sans passer par des opérations classiques. Cela suppose que le détenteur fait exclusivement ses transactions avec son compte bancaire virtuel et que la banque a une grande confiance en l'agent économique du fait des nombreux mouvements qu'ils opèrent. La banque peut

donc si elle est rassurée que son client va continuer à mouvementer son compte lui accorder facilement des avantages financiers assez rapidement, surtout en ce qui concerne les fonds de roulement que la plupart des acteurs du secteur informel ont des difficultés à pouvoir mobiliser.

Le quatrième niveau de la FINTECH est le fait de développer son activité autour de cet environnement dématérialisé et de devenir en quelque sorte une mini banque ou un concurrent sérieux de la banque. Imaginez que vous possédez dans votre porte-monnaie électronique ou dans votre compte bancaire virtuel 3 millions de Francs CFA. Vous êtes capables de faire des transferts à des tiers pour qu'ils fassent leurs propres opérations et ils vont vous rembourser avec un intérêt. Si cette activité se développe, vous devenez en quelque sorte un appendice de la banque. Il faut savoir que le pouvoir d'une vraie banque, c'est la capacité de créer la monnaie par le bais du crédit. Comme vous ne pouvez pas dépenser plus que le montant de votre porte-monnaie, vous ne dérangez pas trop la banque à moins que vous pratiquiez des taux usuraires.

De nos jours, le monde de la micro finance informelle commence à utiliser ce canal pour révolutionner les systèmes comme les tontines. Il est très courant de voir des groupes WhatsApp qui font des tontines grâce aux transferts avec les portes monnaies numériques. Certains font des tontines qui se terminent par l'achat de biens physiques comme des congélateurs et autres. D'autres se limitent juste à reverser en numérique le montant dû.

Le cinquième niveau de la FINTECH est la spéculation financière pur au vrai sens du mot parce que l'opération reste virtuelle est les biens virtuels. Nous avons actuellement la floraison des monnaies virtuelles comme les bitcoins ainsi que le développement des marchés financiers de type HFT. Les transactions à haute fréquence, ou trading haute fréquence (THF ou HFT, de l'anglais High-frequency trading).

Nous avons vu la fermeture au Burkina de ce type de marchés financiers, mais les personnes qui le désirent passent par l'Internet pour continuer de travailler.

Après avoir présenté quelques éléments de la FINTECH, nous pouvons nous intéresser à son impact sur la femme et surtout sur les possibilités et limites de la FINTECH en matière d'inclusion financière de la femme.

La situation de la femme rurale

Dans les pays du Sud, nous savons tous que la majeure partie de la population est rurale. Dans cette population à dominante rurale, la femme a de lourdes charges (travaux champêtres, garde et soins des enfants, activités génératrices de revenus...) et également elle est handicapée par l'analphabétisme, nous n'allons pas trop nous attarder sur cette question que tout le monde sait, mais, essayer de voir en quoi la FINTECH peut faire changer positivement la situation de la femme surtout rurale sur le plan financier.

La situation de vulnérabilité de la femme s'est aggravée ces dernières années avec les déplacements massifs de la population dont les femmes en sont les premières victimes.

L'inclusion financière et le faible taux de bancarisation dans la sous-région

L'inclusion peut se comprendre comme un mécanisme qui permet à toute personne désireuse de participer à une activité de pouvoir la faire dans de bonnes conditions. L'inclusion financière est donc le dispositif qui permet aux agents économiques de pouvoir participer et faire des transactions financières sans difficultés et sans interventions de tierces personnes ou acteurs dans des conditions avantageuses (prix étudiés, facilités et rapidités des opérations...).

Selon agence ecofin en fin de l'année 2017, le taux de personnes âgées de 15 ans et plus et possédant un compte dans une banque, à l'exclusion des microfinances et avoirs dans les porte-monnaie électroniques, était de 17 % de la population. Il est en très légère hausse comparé au 16,5 % de taux de bancarisation enregistré un an auparavant. (Rapport de la BCEAO).

Le taux de bancarisation au Burkina est de 21% environ et les taux d'utilisation des services de microfinance et global sont respectivement de 20% et de 41,29%.

Cette faible inclusion financière a suscité des réflexions au niveau de la sous-région et une stratégie régionale de l'inclusion financière (SRIF) a été adoptée depuis juin 2016 en Conseil des ministres de l'Union.

Cette stratégie comprend un ensemble d'activités comme la sensibilisation, de travail avec les associations de consommateurs, l'organisation de foires...

Pour Idrissa COMPAORE, Président du Comité national burkinabè de suivi de la mise en œuvre de l'inclusion financière, Idrissa Compaoré, l'inclusion financière est un système facilitant l'accès pour les individus et les entreprises, à toute une gamme de services financiers fournis à prix raisonnable et de façon responsable.

On peut donc se poser les questions suivantes ? la FINTECH permet-elle une inclusion financière de la femme ou que devons faire pour que la FINTECH intègre les femmes surtout rurales ?

Pour une véritable inclusion financière de la femme,

De manière globale, pour avoir une inclusion financière véritable chez les femmes, il faut agir sur la digitalisation, l'éducation financière et des dispositifs de fonds de garantie. La digitalisation regroupe l'ensemble des procédés que le système bancaire met en place pour faciliter le travail de leurs clients. L'éducation financière peut permettre aux agents économiques de limiter la thésaurisation et de placer leurs avoirs dans des banques formelles ou des systèmes de micro finance ou même de simples portes monnaies électroniques. Les dispositifs de fonds de garantie peuvent aider les femmes qui s'endettent pour des raisons financières de pouvoir éponger leurs retards de paiements ou en cas de faillite et de défaillances manifeste.

La forte présence ou possession de téléphones en zones rurales, le développement des réseaux téléphoniques et l'informatisation des opérations de portes monnaies électroniques facilitent grandement la digitalisation de la finance en zone rurale.

Nous constatons également que les ONG dans le cadre de leurs projet CASH Transfer ont commencé à utiliser les portes monnaies électroniques.

Nous sommes au premier stade de l'inclusion financière qui est la possession possible d'un porte-monnaie électronique. Même à ce niveau, l'analphabétisme peut être un frein sérieux dans la gestion du porte- monnaie électronique (maîtrise du système USSD, mots de passes, transfert et autres). Nous aurons forcément de l'intermédiation à ce niveau grâce aux kiosques ORANGE et MOOV pour commencer. Le chemin est long si on envisage la possibilité d'accéder à du micro crédit dématérialisé pour entreprendre son activité.

La pratique des tontines virtuelles grâce aux réseaux sociaux viendront peut-être améliorer ces dispositifs. Un vaste terrain est ouvert pour les startups qui peuvent investir dans la FINTECH pour

les femmes et les zones rurales grâce à la combinaison de systèmes vocaux et digitaux mais la concurrence sera rude avec les banques formelles et les opérateurs qui sont prompts à bloquer les initiatives locales.

Nous avons vu le cas au début de la mise en place de l'actionnariat populaire avec la société Coopérative Faso Tomates qui avait commencé à le faire et à qui l'UEMOA a sonné d'arrêter cette activité de mobilisation de l'épargne qui est dévolue aux banques. SOFATO est un produit de la Société coopérative avec conseil d'administration/Bâtir l'avenir (SCOOP-CA/BA).

Des startups comme BAYSEDO au Sénégal arrivent pourtant à mobiliser l'épargne via des plateformes électroniques pour financer des activités agricoles.

Il est grand temps que l'on commence à faire des concours d'innovation pour accélérer l'inclusion financière des femmes.

La situation des Femmes burkinabè en rapport avec l'usage du porte-monnaie électronique

Dr Haoua KONE/TAGO, Enseignante et Présidente de l'association TIC et Genre

Selon plusieurs sources d'information dont Wikipédia, un portemonnaie électronique (ou PME) est un dispositif qui peut stocker de la monnaie sans avoir besoin d'un compte bancaire et d'effectuer directement des paiements sur des terminaux de paiement. Il se présente actuellement sous forme de cartes prépayées (type carte à puce), ou encore de comptes en ligne et peut également être intégré, par l'intermédiaire de techniques standardisées, sur une grande variété d'appareils comme par exemple des clés USB ou des téléphones mobiles.

Selon un rapport du GSMA⁷, présenté par M. Soumanan SANOU dans son mémoire, le Mobile money est un moyen de paiement qui utilise le téléphone portable pour effectuer des transferts ou des paiements en faveur de personnes peu ou pas bancarisées.

De ce rapport du GSMA, il ressort que les services du mobile money répondent aux critères suivants :

- Le service doit offrir au minimum l'un des produits suivants : transferts P2P, paiements de factures, paiements marchands ou transferts internationaux.
- Le service doit s'appuyer sur un large réseau de points de service, hors agences bancaires, qui rendent le service accessible aux personnes non bancarisées ou sous-bancarisées. Les clients doivent pouvoir utiliser le service sans avoir disposé d'un compte bancaire au préalable. Les services qui utilisent le téléphone portable comme un simple canal d'accès supplémentaire à des produits bancaires traditionnels ne sont pas inclus.
- Le service doit offrir une interface permettant aux clients ou aux agents d'initier des transactions à partir de téléphones portables basiques.

Une définition semblable à celle du GSMA est donnée dans un rapport du cabinet PHB Development⁸. Selon ce rapport, le « paiement mobile » (ou m-paiement) correspond aux paiements pour lesquels le mobile est utilisé pour initier ou confirmer le paiement.

La vocation de ces dispositifs est la suivante :

Pour les banques :

- de limiter le besoin de fournir des billets et des pièces de monnaie, dont la gestion est beaucoup plus coûteuse (comptage, conservation, transport, etc.) que le traitement d'écritures informatiques.
- de toucher une population non bancarisée, c'est-à-dire ne disposant pas de compte bancaire.

Pour les commerçants,

- de diminuer la très coûteuse gestion des pièces métalliques (fonds de caisse à conserver, comptages, manipulations, transport),
- de restreindre le risque sur les chèques et profiter d'un moindre coût que celui de la carte bancaire. Pour certaines formes de distribution (distributeurs automatiques, cabines de téléphone transports)
- d'éviter le recours à des jetons ou des tickets coûteux à produire, et les dangers de se balader avec un stock de monnaie ou de les conserver dans des lieux non surveillés.

Pour les usagers:

- de se simplifier la vie. Mais les avantages théoriques sont minces : réduire l'encombrement des pièces et des billets ; éviter d'avoir à se munir de cartes affectées à un type de prestation (parking, vélib, restaurant d'entreprise), pallier très facilement tout manque de monnaie momentanée. Les craintes devant une technique nouvelle mal comprise réduisent l'attrait de la formule. L'obligation de se déplacer pour recharger ou de le faire devant tout le monde à la caisse, alors que les montants chargeables sont très faibles (100 euros) et les montants payés faibles (moins de 60 euros) est également un frein puissant. L'intégration dans un téléphone portable permettant de recharger sur demande est de nature à réduire ce dernier inconvénient.
- de permettre l'accès aux services bancaires (paiements, transferts de fonds, etc.) à des populations non bancarisées.

La multiplication des services exigeant un paiement par carte et non en pièces de monnaie ou en billet est de nature à populariser le dispositif. La génération nouvelle du système qui permet un paiement "sans contact" en même temps qu'il fournit des informations nouvelles à l'acheteur est également de nature à populariser une formule qui commence seulement devenir significative (300.000 cartes et plusieurs millions de transactions évoquées par exemple par Moneo).

De ces définitions, il résulte que les types de transactions qui peuvent être gérées par le Mobile Money sont entre autres :

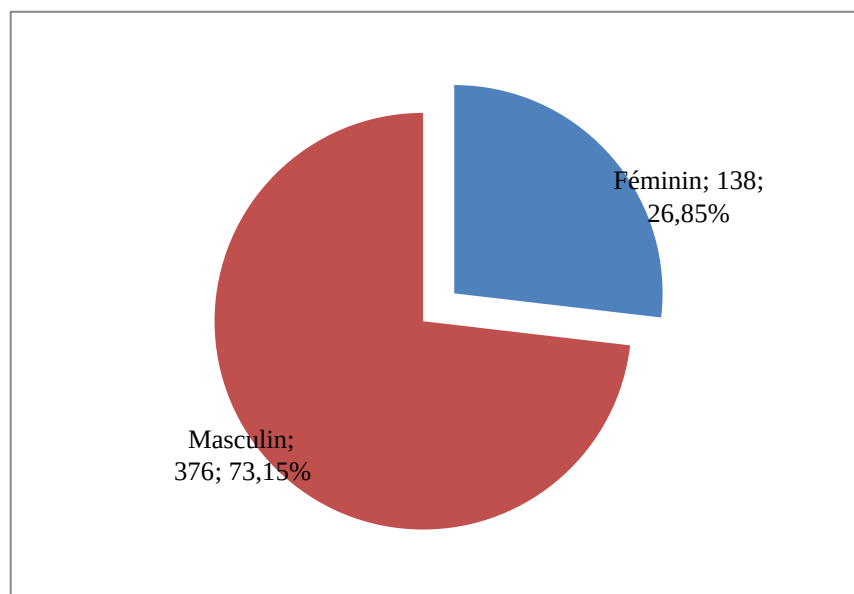
- De personnes à personnes. Exemple: envoi d'argent à des membres de sa famille ;

- Du consommateur vers le professionnel. Exemple: payer une facture, recharge de compte GSM en crédit de communications ;
- De professionnels vers professionnels. Exemple: payer un fournisseur ;
- Du gouvernement/professionnel vers le consommateur. Exemple: paiement de prestations sociales, virement de salaires.

Mais qu'en est-il de la situation de la femme en rapport avec le portemonnaie électronique ?

Toujours selon M. Soumanan SANOU de l'ARCEP, les services de mobile money sont offerts par le réseau Airtel Burkina Faso S.A. sous la marque Airtel money et par le réseau ONATEL S.A. sous la marque Mobicash vénéga. Dans ce chapitre, seront données quelques statistiques socio professionnelles, socio-économiques et d'utilisation des services mobiles money.

Les données issues de l'enquête ont permis de faire une répartition de l'échantillon des utilisateurs de services de mobile money suivant un certain nombre de paramètres. Les paramètres utilisés pour cette répartition sont le sexe, l'âge, la catégorie socio professionnelle, le niveau d'instruction et la formule de mobile money. A ce niveau, nous sommes intéressés par la répartition par sexe qui nous indique que dans l'échantillon des utilisateurs de services de mobile money, les personnes du sexe masculin représentent 73,1% de la population enquêtée tandis que les personnes de sexe féminin représentent 26,8% de la population enquêtée. En d'autres termes, les utilisateurs de mobile money de sexe masculin étaient plus représentés dans l'échantillon que les utilisateurs de sexe féminin. La figure ci-dessous illustre cette répartition.



En conclusion, nous dirons que bien que la situation socio-économique de la femme burkinabè s'améliore au fil des années, sa situation en rapport avec l'usage du portemonnaie électronique laisse encore à désirer ? Effet, compte tenu de la scolarisation très faible des femmes engagées dans les activités d'échanges commerciaux, elles ont une certaine méfiance par rapport aux transactions financières, car elles ont peur d'être trompées. Il serait donc opportun de mener des actions de sensibilisation et de mise en confiance pour convaincre davantage de femmes à s'y intéresser. En outre, des programmes de soutien économique pourrait également permettre aux femmes de mener des AGR qui leur permettraient de se développer économiquement et avoir la possibilité de s'octroyer des portemonnaies électroniques.